



Déposé le : 10/03/2025

Affiché en mairie le : 10/03/2025

Demandeur(s) : Monsieur TAILLIEU JONATHAN

Demeurant : 10 RUE CLAUDIE HAIGNERE SAILLY SUR LA LYS (62840)

Adresse des travaux : 10 rue Claudie Haigneré à SAILLY-SUR-LA-LYS (62840)

Référence(s) cadastrale(s) : AI 281

Nature des travaux : clôtures

ARRÊTÉ

de non-opposition à une déclaration préalable au nom de la commune de SAILLY-SUR-LA-LYS

Le Maire de la Commune de SAILLY-SUR-LA-LYS

Vu la déclaration préalable présentée le 10/03/2025 par Monsieur TAILLIEU JONATHAN ;

Vu les pièces complémentaires reçues le 24/03/2025 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour un projet de clôtures ;
- sur un terrain situé 10 rue Claudie Haigneré à SAILLY-SUR-LA-LYS (62840) ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 08/04/2021 et modifié le 14/12/2023 ;

Vu la délibération en date du 08/04/2021 instaurant la procédure de déclaration préalable à l'égard des clôtures ;

Vu l'arrêté accordant le permis d'aménager n° PA 62736 20 00002 en date du 02/08/2021, modifié le 14/03/2022 et le 31/03/2022 relatif au lotissement dénommé « Cœur de Village IA » ;

Considérant que l'article 6 du règlement de construction du lotissement Cœur de Village IA dispose : « *Côté Limites Séparatives : les clôtures seront obligatoirement en haies vives d'espèces végétales locales de hauteur maximum 1m60 et doublées éventuellement d'un grillage plastifié de couleur sombre, de hauteur inférieure à 1m60 – La haie sera situées derrière ce grillage, mais en retrait de 0m50 minimum* » ;

Considérant que l'article 6 du règlement de construction du lotissement Cœur de Village IA dispose également que les clôtures implantées côté domaine public (en front à rue) seront constituées :

- Soit d'un « *dispositif de type grille à claire-voie (...). Celui-ci ne devra pas dépasser une hauteur de 0m60. Il sera doublé éventuellement par une haie d'espèces végétales de hauteur maximale 1m20* ».
- Soit « *de haies d'espèces végétales locales de hauteur maximum 1m20 et doublées éventuellement par une clôture en grillage plastifié de teinte sombre (...) derrière la haie* » ;

Considérant que l'article 6 du règlement de construction du lotissement Cœur de Village IA dispose également que : « *dans tous les cas, un soubassement de clôture en plaque ciment ou béton est strictement interdit* » ;

Considérant que le projet, dont le terrain d'assiette se situe au sein du lotissement Cœur de Village IA, S²LO
l'édification de clôtures côté domaine public et côté limites séparatives ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable susvisée sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Les clôtures implantées côté limites séparatives seront obligatoirement en haies vives d'espèces végétales locales de hauteur maximum 1m60 et doublées éventuellement d'un grillage plastifié de couleur sombre.
Les clôtures implantées côté domaine public seront constituées de haies d'espèces végétales locales de hauteur maximum 1m20 et doublées éventuellement par une clôture en grillage plastifié de teinte sombre.
Dans tous les cas, un soubassement de clôture en plaque ciment ou béton est strictement interdit.

SAILLY-SUR-LA-LYS, le 27 MARS 2025

Le Maire

Jean-Claude THOREZ



INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Durée de validité de l'autorisation :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de l'autorisation est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Envoyé en préfecture le 27/03/2025

Reçu en préfecture le 27/03/2025

Publié le 28/03/2025



ID : 062-216207365-20250327-DP25_14-AU